

original: jac

kopien : brf sin sru wok mg kt la ma (fax)

dodis.ch/59792

m o s c o u , 28.10.91 18.00 u r g e n t

309 hhhhh

pour direction politique

copie:

- secretaire general schaller
- secretariat du chef du departement
- d a s e
- o f a e e

remaniement de notre representation en urss

mon passage a berne, le 24 octobre, vous a fourni l'occasion de me mettre au courant de vos projets et en particulier de me remettre votre note du 22 octobre sur nos representations en europe centrale et de l'est. s'agissant du remaniement de notre representation en urss, je trouve pour le moins surprenant de n'avoir pas ete associe a la consultation que vous avez lancee, bien que j'aie pris note de votre intention de le faire plus tard. apres avoir maintenant pris connaissance du texte, je desirerais confirmer et preciser mes vues en la matiere.

a cote de considerations auxquelles on peut adherer sans reserve, la note du 22 octobre contient certaines erreurs de jugement. elle neglige principalement le fait que moscou est, et restera pour longtemps encore, le lieu ou s'elaborent les nouvelles structures de l'union sovietique et ou s'affrontent les tendances opposees. toutes les discussions actuelles sur l'union politique et l'union economique le prouvent. c'est donc d'abord l'ambassade qui doit etre renforcee avant de pouvoir penser a une decentralisation de notre representation.

ayant ete en poste a moscou il y a 15 ans, je retrouve exactement les memes structures et le meme effectif, sous reserve d'un modeste renfort d'une personne pour la section consulaire. or, dans les domaines politique, economique, culturel et consulaire, les taches ont plus que double ou triple. a cela s'ajoute tout un domaine d'activite nouveau qui n'existait simplement pas auparavant, a savoir l'observation et l'analyse d'une societe en mouvement et d'un etat en restructuration. cette tache suppose des contacts qui, dans le milieu ouvert qu'est desormais l'urss, sont relativement faciles. bien des personnes

copie envoyee a: - ofaee

28.10.1991 19:00 -t- mp



du monde politique, économique, culturel sont aisément accessibles. or, le personnel diplomatique de cette ambassade, dont la qualité est au-dessus de tout éloge, ne peut même pas aborder ces tâches essentielles en raison de la surcharge des tâches administratives qui pèsent sur lui. vous avez une ambassade qui expédie les affaires courantes mais ne fournit pas les prestations qu'on pourrait attendre d'elle dans la phase importante que nous traversons. la première priorité est donc de renforcer l'ambassade et augmenter l'effectif de deux diplomates ne serait pas un luxe. j'avais l'intention de vous soumettre ce problème et j'attendais pour le faire l'entrée en fonction du nouveau directeur administratif. vous m'offrez l'occasion de vous faire part des à présent des constatations que j'ai du faire dans les deux premiers mois de ma présence ici. je vous signale au surplus que les effectifs des ambassades des pays avec lesquels on nous compare habituellement sont, pour ce qui concerne la suède, le double et, pour ce qui concerne l'autriche, le triple du notre. je vous envoie par fax copie de la liste diplomatique concernant ces deux pays. disant cela, je ne tiens pas encore compte de la situation de notre section commerciale, qui est proprement lamentable, étant cinq ou six fois plus faible que celle de pays comparables. je m'en remets toutefois au jugement de l'ofaae pour voir ce qu'il est possible d'entreprendre à cet égard.

quant aux tâches supplémentaires qui découlent du nouveau rôle des républiques, il faut rappeler avant tout que les relations avec elles sont de la compétence première du chef de mission, lequel, selon la nature des problèmes à traiter, se fera assister et, en cas de voyage, accompagner des membres de l'ambassade compétents dans le domaine politique, économique ou culturel ou les chargera eux-mêmes de poursuivre les contacts, une fois ceux-ci établis. on ne peut, en revanche, pas attendre qu'une seule personne domine à la fois tous ces domaines. l'idée d'un agent qui se consacrerait aux républiques (et, qui plus est, s'y consacrerait "exclusivement", comme il est dit sous chiffre 2.2. de la note) est donc inapplicable. elle est contraire au principe d'unité de la mission et incompatible avec la compétence primordiale du chef de mission de définir les tâches de chacun.

le choix des trois républiques qui devraient être le champ d'activité du "regional officer" (à titre préférentiel ou exclusif?) me semble arbitraire. il ignore le phénomène de l'islam et celui des tendances panturques dans les républiques du sud. or, il s'agit là d'un problème politique de toute première importance qui devrait être suivi attentivement.

quant aux nouveaux postes à ouvrir, je suis entièrement d'accord avec vos considérations et conclusions relativement à kiev. il n'en va, en revanche, pas de même concernant st-petersbourg, où l'ouverture d'un consulat général me semble de peu d'utilité et en tout cas pas prioritaire. il en serait autrement si st-petersbourg devait devenir la capitale de la russie, mais rien de tel n'est projeté en ce moment. le maire, m. sobcak, a récemment déclaré qu'il ne souhaitait pas un rôle pareil pour sa ville qu'il conçoit plutôt comme un centre intellectuel, culturel et commercial. pour nous donc, ce serait l'aspect commercial qui compterait. mais pour que cet élément prenne une importance pratique, il faudrait une privatisation réussie qui ferait fleurir à st-petersbourg des entreprises indépendantes. or, nous en sommes très loin et moscou restera, pour des années encore, le centre de l'économie russe, désorganisée mais toujours centralisée. st-petersbourg n'est pas ce que hamburg est par rapport à bonn et, moins encore, ce que new york est par rapport à washington.

st-petersbourg est la seule grande ville d'urss ou l'etablissement d'un consulat general ne nous apporterait aucune ouverture nouvelle puisqu'elle est situee en russie, ou nous sommes deja. un consulat general a st-petersbourg n'est donc pas une reponse au probleme que vous voulez traiter, qui est celui des republicques. d'ailleurs la liaison entre moscou et st-petersbourg est l'une des rares qui fonctionnent relativement bien en urss et st-petersbourg est normalement accessible d'ici, meme, avec de la chance, pour un aller retour en une journee. j'ajoute que les pays qui ont des consulats a st-petersbourg ont a moscou des ambassades autrement dotees que le notre. ayant pare a l'essentiel, ils peuvent passer au secondaire. ce n'est malheureusement pas le cas pour nous. au surplus, la suedes et la finlande, pays comparables au notre dans votre liste, sont des etats voisins de st-petersbourg.

pour la deuxieme phase de l'extention de notre reseau, je recommanderais bien plutot l'ouverture d'un consulat dans l'une des republicques transcaucasiennes ou d'asie centrale. il s'agit la de regions qui posent des problemes d'une extreme complexite et qui sont difficiles a traiter de moscou, vu l'eloignement et le caractere totalement different des societes de ces republicques.

j'arrive donc aux conclusions suivantes:

- 1) renforcement de l'ambassade par deux diplomates supplementaires, sans prejudice de la section commerciale,
- 2) abandon de la notion inutilisable de "regional officer",
- 3) ouverture d'un consulat general a kiev, comme propose,
- 4) abandon pour le moment de l'idee d'un consulat general a st-petersbourg,
- 5) examen de la possibilite d'une ouverture posterieure d'un consulat general dans une republicque transcaucasienne ou d'asie centrale.

une remarque encore: dans un texte officiel, il conviendrait d'eviter le terme journalistique "ehemalige sowjetunion". l'urss existe, elle est reconnue par la suisse et c'est aupres d'elle que votre ambassadeur est accredite.

ritter

ambasuisse